

LA MENACE DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES DANS LA CIRCONSCRIPTION D'EMBOREET, EN TANZANIE



INTRODUCTION

Les Masaï du nord de la Tanzanie sont réputés pour leur profond attachement à la terre. Depuis des générations, leur mode de vie pastoral est inextricablement lié aux plaines qu'ils parcourent, où le bétail représente non seulement la richesse, mais aussi la pierre angulaire de leur culture, de leur identité et de leur survie. Cependant, des événements récents menacent de rompre ce lien. Le gouvernement tanzanien, sous couvert de conservation, a proposé une série de réserves de chasse qui priveraient les communautés masaï de vastes étendues de terres. Dans le quartier d'Emboreet, qui comprend les villages d'Emboreet et de Loiborsoit A, les villageois risquent de perdre plus de la moitié de leurs terres au profit de la réserve de chasse de Lolkisale-Simanjiro (GR), un empiètement que beaucoup considèrent à la fois comme injuste et dévastateur pour leur mode de vie.

Cette étude de cas explore l'accaparement imminent de terres dans le quartier d'Emboreet, en mettant en lumière les voix des villageois concernés et les conséquences socio-économiques et environnementales potentielles du projet de réserve de chasse.

MOYENS DE SUBSISTANCE DES MAASAÏ

Un équilibre délicat avec la nature

Les Maasai sont un peuple de pasteurs, qui dépendent historiquement du bétail - principalement des bovins, des chèvres et des moutons - comme principale source de subsistance. Le pastoralisme masai n'est pas seulement une activité économique, c'est aussi une pratique culturelle ancrée dans des traditions séculaires. Leur mode de vie semi-nomade s'articule autour de la gestion des pâturages communaux, qui sont méticuleusement organisés en pâturages de saison sèche et de saison humide. Pendant la saison sèche, les éleveurs masai déplacent leur bétail vers des réserves désignées, appelées ronjo, qui sont laissées intactes pendant la saison des pluies afin de préserver les zones de pâturage pour une utilisation future.



Ce système de rotation des pâturages permet non seulement d'assurer la survie du bétail pendant les mois maigres, mais aussi de protéger la terre du surpâturage, ce qui témoigne d'une compréhension approfondie de l'équilibre écologique. En dépit des idées fausses véhiculées par les étrangers, les Massai sont d'habiles défenseurs de l'environnement qui coexistent harmonieusement avec la faune sauvage depuis des générations. Les plaines du nord de la Tanzanie, où vivent les Maasai, abritent des écosystèmes variés et les pratiques de pâturage des Maasai complètent souvent les schémas migratoires d'animaux tels que les gnous et les zèbres.

Cependant, au cours des dernières décennies, le mode de vie traditionnel des Masaï a été de plus en plus menacé. Alors que les pressions foncières s'accroissent - en raison de la croissance démographique et des efforts de conservation - leurs terres communales ont été systématiquement réduites. La dernière menace en date est la proposition du gouvernement tanzanien de convertir une grande partie des terres d'Emboreet et de Loiborsoit A en réserve de chasse, une mesure dont les Masaï craignent qu'elle n'efface leurs droits ancestraux sur ces terres.

LA PROPOSITION D'ACCAPAREMENT DES TERRES

Une crise imminente



En 2022, une commission gouvernementale a recommandé la création de plusieurs réserves de chasse dans le nord de la Tanzanie, la réserve de Lolkisale-Simanjiro étant l'une des plus importantes. Selon cette proposition, la propriété des terres passerait des conseils de village à l'Autorité tanzanienne de gestion de la faune (TAWA), ce qui priverait les communautés locales de leurs droits légaux d'utiliser et de gérer leurs terres. Dans le village d'Emboreet, 52 % des terres - plus de 31 000 hectares - seraient prises, tandis que dans le village de Loiborsoit A, 50 % des 58 000 hectares du village seraient absorbés par la réserve.

Pour les Masaï, il ne s'agit pas seulement d'une question de perte de terres, mais d'une question de survie. La plupart des villageois dépendant du bétail pour leur subsistance, la réduction de moitié de leurs pâturages aurait un effet dévastateur sur l'économie. Comme le dit Paulo Lendiimu, un habitant de Loiborsoit A, "le bétail est notre économie : *"Le bétail est notre économie. Nous pratiquons une agriculture de subsistance à des fins alimentaires et non commerciales. Si vous vous emparez de nos terres, vous avez tué notre économie, ce qui veut dire que vous nous avez tués aussi"*.



Le gouvernement a présenté ces changements d'utilisation des terres comme volontaires, affirmant qu'ils apporteraient des avantages tels qu'une meilleure conservation, une réduction des conflits entre l'homme et la faune et un accroissement du tourisme. Cependant, de nombreux Masaïs estiment que ces promesses sont creuses et considèrent la proposition comme un prétexte pour satisfaire les intérêts de l'élite en matière de chasse professionnelle, d'écotourisme et d'hôtels cinq étoiles. La communauté se demande également pourquoi ses pratiques séculaires de cohabitation avec les animaux sauvages sont soudainement jugées incompatibles avec les efforts de conservation.

L'IMPACT HUMAIN

Perte des moyens de subsistance et du patrimoine

Pour des villageois comme Thomas Marko, la menace est personnelle et immédiate. Petit agriculteur à Loiborsoit A, il dépend de sa terre pour sa production alimentaire et comme source de revenus : *"J'ai l'habitude de cultiver pour me nourrir, mais si ma ferme est prise par le gouvernement, je n'aurai plus d'endroit où aller pendant la saison agricole. J'emploie des gens dans ma ferme ; où iront-ils si nous perdons nos terres ?"*

L'économie des Masaï est intimement liée à la terre. Au-delà du pâturage, les villageois d'Emboreet bénéficient d'activités touristiques, telles que la photographie d'animaux sauvages et l'extraction de minerais. Ces activités génèrent des revenus directement dans le village et soutiennent des projets de développement local tels que des écoles et des centres de soins de santé. Ndiing'a Olkereyai, un habitant d'Emboreet, explique les conséquences potentielles :

"Les taxes sur le tourisme vont directement à notre village pour son développement. Si nous perdons ces sites, nous perdons beaucoup d'argent et cela ralentira notre développement."

La relation des Maasai avec la terre n'est pas seulement utilitaire, elle est aussi spirituelle. Les herbes traditionnelles et les sites sacrés font partie intégrante de leurs rituels et de leurs pratiques culturelles, dont beaucoup seraient restreints ou carrément interdits en vertu des nouvelles réglementations. Le déplacement forcerait les Maasai à abandonner leur lien avec ces espaces sacrés, ce qui éroderait encore davantage leur identité culturelle.

Sur le plan social, la proposition menace de déchirer le tissu des communautés masaï. Le mode de vie communautaire des Masaï, où les voisins s'entraident lors des événements sociaux et des cérémonies, est étroitement lié à la terre. Déplacer les familles de leurs maisons perturberait ce système de soutien, ce qui pourrait conduire à l'isolement et au ressentiment. De plus, les tensions avec les gardes-chasse - qui seraient chargés de faire respecter les nouvelles restrictions d'utilisation des terres - risquent d'augmenter, car des situations similaires ont conduit à des conflits dans d'autres régions où la conservation de la faune et les besoins humains s'entrecroisent.



IMPLICATIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

Un écosystème fragile en péril

Alors que le gouvernement tanzanien affirme que la RG de Lolkisale-Simanjiro favorisera la conservation, les Maasai préviennent que de tels efforts du haut vers le bas se retournent souvent contre eux. En restreignant l'accès aux pâturages traditionnels, la réserve de chasse risque d'accroître involontairement le surpâturage dans les petites zones restantes. Cela pourrait entraîner une dégradation des sols, une réduction de la biodiversité, voire l'effondrement de l'écosystème local.

Les pratiques de pâturage des Maasai, affinées au fil des siècles, permettent à la faune et au bétail de coexister. Pendant la saison des pluies, les bergers masaï éloignent leur bétail des plaines pour permettre aux animaux sauvages de mettre bas et d'élever leurs petits. Toutefois, si leurs pâturages sont restreints, cet équilibre risque d'être rompu. Les animaux sauvages pourraient perdre des aires de mise bas essentielles, tandis que le bétail serait contraint de se contenter de parcelles de terre plus petites et surexploitées.



La pénurie d'eau est une autre préoccupation majeure. Dans la réserve proposée, certains barrages actuellement réservés à l'usage des Masaïs seraient réaffectés au tourisme, ce qui mettrait encore plus à rude épreuve les ressources en eau d'une région déjà sèche. L'augmentation des infrastructures touristiques, telles que les routes et les hôtels, contribuerait à la pollution sonore et environnementale, ce qui pourrait faire fuir les espèces qui dépendent du silence et de l'isolement des plaines.

LA RÉSISTANCE DE LA COMMUNAUTÉ

Lutter pour leur avenir

Face à la perte potentielle de leurs terres, les Maasai se sont organisés pour résister à la proposition du gouvernement. Les chefs locaux, connus sous le nom de Laigwanak, ont organisé des réunions pour élaborer des stratégies et sensibiliser le public à la question de l'accaparement des terres. Ils ont inventé un slogan :

"Notre terre, notre avenir" comme cri de ralliement à leur cause.



La communauté a utilisé les médias sociaux pour faire entendre sa voix, partageant sa situation avec le public international et les organisations de défense des droits de l'homme. Lors d'une conférence de presse virale, les Maasai ont appelé le gouvernement à abandonner ses plans, arguant que les villages disposent déjà de systèmes d'utilisation des terres bien planifiés qui profitent à la fois aux personnes et à la faune. Malgré cela, les représentants du gouvernement ont nié l'existence de la proposition de réserve de chasse, bloquant probablement la question jusqu'aux prochaines élections.



De petits comités ont été formés pour rassembler des preuves et explorer les voies juridiques, y compris une affaire en cours devant la Haute Cour de Tanzanie. Toutefois, ces efforts se heurtent à des obstacles importants, notamment le manque de fonds pour soutenir la campagne de résistance.

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET LA VOIE À SUIVRE



La situation à Emboreet Ward met en évidence les pièges des politiques de conservation descendantes qui ignorent les besoins et les connaissances des communautés locales. Les Masaïs gèrent leurs terres depuis des siècles et coexistent avec la faune sauvage dans l'intérêt des deux parties. Les tentatives visant à imposer des solutions externes, sans véritable consultation ou collaboration, sont vouées à l'échec.

L'appel des Maasai est clair : ils veulent que le gouvernement mette fin au projet de réserve de chasse et respecte leur droit à gérer leurs terres ancestrales. Ils demandent également au gouvernement de s'engager dans une planification participative de l'utilisation des terres qui inclue toutes les parties prenantes, en particulier les communautés indigènes qui vivent sur ces terres depuis des générations.

En outre, il est urgent de réformer le droit foncier tanzanien. Dans le système actuel, toutes les terres sont dévolues au président, ce qui les rend vulnérables aux décisions arbitraires du gouvernement. Le fait d'autoriser la propriété privée ou communale des terres, moyennant des garanties appropriées, protégerait les communautés contre de tels accaparements.

CONCLUSION

La lutte pour la survie

Le projet de réserve de chasse de Lolkisale-Simanjiro constitue une menace existentielle pour les Maasai d'Emboreet et de Loiborsoit A. Plus qu'une bataille pour des terres, il s'agit d'une lutte pour la survie d'un peuple, de sa culture et de son mode de vie. Le sort des Maasai nous rappelle brutalement que la conservation ne peut se faire au détriment des droits de l'homme. Une approche plus inclusive et communautaire de la gestion des terres est essentielle, non seulement pour les Masaïs, mais aussi pour l'avenir de la conservation elle-même.



REMERCIEMENTS

Auteur :
Tumsifu Robert
Courriel :
tumsifurobert67@gmail.com

QUI EST L'AFSA ?

L'AFSA rassemble des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des groupes religieux, des consommateurs, des jeunes et des activistes de tout le continent africain afin de créer une voix unie et plus forte en faveur de la souveraineté alimentaire.

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de cette étude de cas à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment mentionnée.

AFSA
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Pour plus d'informations et d'études de cas africains, consultez notre site web www.afsafrica.org.